



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse n° 18 /XX
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
14 novembre 2018

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Les services du FMI achèvent leur visite en République du Congo¹

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI prépareront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision.

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) dirigée par M. Alex Segura-Ubiergo a visité Brazzaville du 6 au 14 novembre pour poursuivre les discussions sur un arrangement financier possible soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC). Le programme envisagé et qui serait appuyé par la FEC vise à aider la République du Congo à rétablir la stabilité macroéconomique et à réaliser une croissance plus élevée et plus inclusive. En particulier, le programme cherche à rétablir la viabilité de la dette et prévoit un large éventail de réformes visant à améliorer la gouvernance, à réduire la corruption, et à accroître la transparence et l'efficacité de la gestion des ressources publiques, en particulier dans le secteur pétrolier. Une bonne exécution du programme contribuerait aussi à la stabilité extérieure de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et soutiendrait les efforts collectifs des autres pays membres et des institutions régionales de l'union monétaire.

À l'issue de la visite des services du FMI, M. Segura-Ubiergo a publié la déclaration suivante:

« L'activité économique se stabilise, mais cela reflète des tendances divergentes dans les secteurs pétroliers et non-pétrolier. Alors que la croissance du secteur pétrolier est vigoureuse, le secteur non-pétrolier souffre d'une profonde récession, et sa reprise serait probablement plus lente que prévu. En conséquence, la croissance globale ne dépasserait probablement pas 1% en 2018, soit 1 point de pourcentage de moins que les prévisions

¹ La mission a rencontré Son Excellence le Premier Ministre, M. Clément Mouamba, le ministre des Finances et du Budget, M. Calixte Nganongo, le ministre d'État pour l'Économie, M. Gilbert Ondongo, la ministre du Plan, de la Statistique, et de l'Intégration régionale, Mme Ingrid Olga Ebouka, le directeur national adjoint de la BEAC, d'autres hauts fonctionnaires, ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile et des partenaires du développement.

antérieures. La croissance pourrait se redresser davantage et atteindre 3% en 2019, portée par une hausse de la production pétrolière et une reprise de la croissance de l'économie non-pétrolière.

« L'inflation devrait rester inférieure à 2%, et la forte expansion des exportations pétrolières devrait permettre de dégager un excédent de la balance des transactions courantes pour la première fois depuis 2014. Les conditions financières restent très tendues, et les créances en souffrance sont en hausse.

« L'assainissement des finances publiques s'est poursuivi, mais l'effort dans ce domaine ne permettrait pas d'atteindre les objectifs prévus pour 2018. Le déficit primaire hors pétrole devrait baisser seulement de 35,7 % du PIB hors pétrole en 2017 à 31,5 % en 2018, un ajustement ne représentant que la moitié de l'effort attendu.

« Bien que les autorités aient pu restreindre les dépenses, les recettes non-pétrolières baisseraient de 6% du PIB hors pétrole par rapport à 2017, et seraient environ 20% en deçà de l'objectif fixé pour 2018. Par ailleurs, grâce à une hausse considérable des recettes pétrolières, le solde budgétaire global deviendrait excédentaire en 2018.

« Face à la contreperformance des recettes non-pétrolières en 2018, plusieurs défis administratifs et institutionnels devraient être urgemment adressés. Pour 2019, la mission a recommandé d'ajuster le projet de la loi des finances, afin d'incorporer l'impact du ralentissement de l'activité économique sur les recettes non pétrolières, et la nécessité de réduire les dépenses non prioritaires. Des réformes seraient nécessaires pour réduire les subventions aux carburants et accroître l'efficacité des établissements publics et autres démembrements de l'état qui continuent de dégager des déficits opérationnels. Par ailleurs, il est important de protéger les dépenses sociales essentielles en faveur des groupes les plus vulnérables de la population.

« Des progrès considérables ont été accomplis dans la mise en œuvre du programme de réformes structurelles des autorités, y compris la publication d'une étude diagnostic sur la gouvernance, l'introduction d'une obligation juridique exigeant la publication des états financiers audités annuels de la SNPC et la publication en ligne des accords de partage de production dans le secteur pétrolier. Des efforts supplémentaires pourraient améliorer les projets de lois sur la Haute Autorité pour lutte contre la corruption et sur le régime de déclaration du patrimoine, ainsi qu'accroître la transparence de la gestion et de la comptabilisation des recettes pétrolières.

« L'équipe du FMI poursuivra les discussions avec les autorités sur les étapes nécessaires pour que la demande de la République du Congo pour un arrangement financier pour trois ans au titre de la FEC puisse être examinée par le conseil d'administration. Ces étapes consisteraient à réviser le projet de la loi des finances 2019, de mettre en œuvre des réformes visant à améliorer la gouvernance et la transparence, ainsi que d'obtenir les assurances de

financement explicites des créanciers officiels extérieurs, y compris un allègement de la dette, nécessaires pour rétablir la soutenabilité de la dette.

« La mission tient à remercier les autorités congolaises de leurs entretiens productifs et de leur chaleureuse hospitalité ».